



Londres : Les prix du pétrole reculaient légèrement mardi en cours d'échanges européens, dans un marché s'interrogeant sur le futur de la politique monétaire expansionniste de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Vers 10H00 GMT (12H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 105,22 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 25 cents par rapport à la clôture de lundi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance perdait 20 cents, à 97,57 dollars.

Après avoir clôturé en baisse lundi, les cours du pétrole continuaient d'évoluer en territoire négatif mardi, suite à des rumeurs de diminution prochaine du soutien de la Fed à l'économie américaine, estimaient les analystes d'ETX Capital News.

La Fed, qui réunit mardi et mercredi son comité de politique monétaire, injecte actuellement 85 milliards de dollars de liquidités dans le système financier américain, via des rachats d'obligations du Trésor et de titres hypothécaires.

Or, ces injections ont tendance à stimuler les investissements dans les actifs risqués, tels que le pétrole.

La moindre perspective de réduction de ces énormes mesures de soutien pèse donc sur les cours du pétrole.

Le recul des cours du brut était toutefois limité par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui ont poussé ces derniers jours les prix du baril au plus haut depuis plusieurs mois.

"Il y a deux sources d'inquiétudes : la Syrie et la Turquie", détaillaient les analystes de Commerzbank.

L'engagement des États-Unis à doper leur aide à l'opposition armée syrienne, alors que la Russie soutient le régime du président Bachar al-Assad, fait craindre une aggravation du conflit, voire la déstabilisation de la région, grande productrice d'or noir.

"La Syrie et la Turquie ne sont peut-être pas des producteurs de pétrole très importants mais ils jouent un rôle important dans la stabilité de la région", soulignait-on chez Commerzbank.

La Turquie, où le gouvernement a menacé d'avoir recours à l'armée pour contrer la contestation, est un important pays de transit pour le pétrole de la région.

"Des oléoducs clés passent par le territoire turc", rappelaient ainsi les experts de Commerzbank.

jh

(AWP / 18.06.2013 12h42)